

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 D 04674

Numéro SIREN : 499 723 245

Nom ou dénomination : 13 PREVOTS

Ce dépôt a été enregistré le 06/05/2024 sous le numéro de dépôt 65191

**SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE
13 PREVOTS**

**42 AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS**

R.C.S PARIS D 499 723 245

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 28 AVRIL 2024

L'an deux mil Vingt Quatre, le 28 Avril à vingt heures,

les associés de la **S.C.I 13 PREVOTS**, société au capital de **2.400.000€**, divisé en 2.400.000 parts sociales de 1 €, se sont réunis en assemblée générale Extraordinaire au siège social, sur convocation faite par le gérant.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été signée par chaque associé présent au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Etienne VERNIER, en sa qualité de Gérant.
Sont présents :

-la société GAV,

SARL au capital social de 16.000.000€, dont le siège social est au 42 Avenue Montaigne PARIS 75008, RCS PARIS 397 462 748, représentée par son gérant, Monsieur Etienne VERNIER, titulaire de 2.3999.999 parts sociales,

-Monsieur Etienne VERNIER,

demeurant 36 rue BOILEAU à PARIS 75016, titulaire d'1 part sociale.

Le gérant constate que tous les associés sont présents et qu'en conséquence l'assemblée peut valablement délibérer.

PREMIERE RESOLUTION

Augmentation du capital social en numéraire

Les associés de la **S.C.I 13 PREVOTS** décident de l'augmentation de capital d'un montant de **2.000.000€** afin de le faire passer de **2.400.000€ à 4.400.000€** par création de **2.000.000** parts sociales nouvelles de valeur nominale de **1€** à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Ces nouvelles parts sociales seront émises à la valeur nominale, sans prime d'émission.

Ces nouvelles actions seront entièrement libérées.

Les parts sociales nouvelles seront créées jouissance de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

Souscription par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société

L'assemblée générale extraordinaire constate que la souscription a été faite par la société **GAV SARL** et a été libérée à concurrence de **2.000.000€**, soit le montant de l'augmentation de capital, par compensation avec des créances liquides et exigibles.

La libération de ces parts sociales nouvelles par compensation a été constatée par un certificat délivré par l'expert comptable de la société au vu d'un arrêté de comptes établi par le gérant en date du 21 Avril 2024.

Ce certificat est annexé aux présentes.

L'assemblée générale extraordinaire constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital par la souscription des **2.000.000** parts sociales nouvelles de valeur nominale de **1€** souscrites intégralement.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

Modification des statuts

En conséquence de la résolution précédente, les articles 6 et 7 des statuts seront désormais rédigés comme suit :

Article 6. - Apports

-Lors de la constitution, les associés ont apporté à la société la somme de **MILLE EUROS (1.000€)** ;

-Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 12 décembre 2007, les associés de la **SCI 13 PREVOTS** ont augmenté le capital d'un montant de 1.999.000€ afin de le faire passer de 1000€ à 2.000.000€ par création de 1.999.000 parts sociales nouvelles de valeur nominale de 1€ à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

-Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 3 février 2009, les associés de la **SCI 13 PREVOTS** ont augmenté le capital d'un montant de 400.000€ afin de le faire passer de 2.000.000€ à 2.400.000€ par création de 400.000 parts sociales nouvelles de valeur nominale de 1€ à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

-Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 avril 2024, les associés de la **SCI 13 PREVOTS** ont augmenté le capital d'un montant de 2.000.000€ afin de le faire passer de 2.400.000€ à 4.400.000€ par création de 2.000.000 parts sociales nouvelles de valeur nominale de 1€ à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

EV

Article 7. - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (4.400.000€)**.

Il est divisé en 4.400.000 parts sociales de 1 €, attribuées, savoir :

- à la société **GAV SARL**, à concurrence 4.3999.999 parts,
- à Monsieur Etienne **VERNIER** à concurrence d'1 part.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

Pouvoirs - Formalités

L'assemblée générale, en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour effectuer toutes formalités, notamment de publicité et de dépôt prescrites par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée à 20h 00.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

La société **GAV** représentée par son Gérant

Etienne **VERNIER**



STATUTS

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE

13 PREVOTS

RCS PARIS D 499 723 245

(Mis à jour de l'AGE du 28 Avril 2024)

IDENTIFICATION DES ASSOCIES

- La société **GAV SARL**,

SARL au capital social de 16.000.000€, dont le siège social est au 42 Avenue Montaigne PARIS 75008, inscrite au RCS de PARIS sous le n° 397 462 748, représentée par son Gérant, Monsieur Etienne VERNIER,

- Monsieur **Etienne VERNIER**,

né le 14 juin 1963 à BONN (Allemagne), résidant 36 rue Boileau à PARIS 75016, marié avec Madame Alexandra VERNIER née BIROT, le 28 octobre 1963 à Fort de France, demeurant 36 rue Boileau 75016 PARIS, sous le régime de la communauté légale,

Article premier. - Forme.

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société civile régie par les dispositions du titre IX du livre III du Code civil, les textes pris pour son application, et par les présents statuts.

Article 2. - Objet.

La société a pour objet:

-la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute participation dans toutes sociétés et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent,

-l'acquisition, la prise à bail, la location-vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meubles,

-et, généralement, toutes opérations pouvant se rattacher, directement ou indirectement à cet objet, à l'exclusion de celles pouvant porter atteinte au caractère civil de la société.

Article 3. - Dénomination.

La dénomination sociale est : « **13 PREVOTS** »

Article 4. – Siège social

Le siège social est fixé **42 Avenue Montaigne 75008 PARIS**

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence, et, partout ailleurs, par décision collective extraordinaire.

Article 5. - Durée.

La durée de la société est fixée à 99 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6. - Apports

-Lors de la constitution, les associés ont apporté à la société la somme de **MILLE EUROS (1.000€)** ;

-Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 12 décembre 2007, les associés de la SCI **13 PREVOTS** ont augmenté le capital d'un montant de 1.999.000€ afin de le faire passer de 1000€ à 2.0000.000€ par création de 1.999.000 parts sociales nouvelles de valeur nominale de 1€ à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

-Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 3 février 2009, les associés de la SCI **13 PREVOTS** ont augmenté le capital d'un montant de 400.000€ afin de le faire passer de 2.000.000€ à 2.400.000€ par création de 400.000 parts sociales nouvelles de valeur nominale de 1€ à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

-Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 28 avril 2024, les associés de la SCI **13 PREVOTS** ont augmenté le capital d'un montant de 2.000.000€ afin de le faire passer de 2.400.000€ à 4.400.000€ par création de 2.000.000 parts sociales nouvelles de valeur nominale de 1€ à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Article 7. - Capital social.

Le capital social est fixé à la somme de **QUATRE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (4.400.000€)**.

Il est divisé en 4.400.000 parts sociales de 1 €, attribuées, savoir :

- à la société GAV SARL, à concurrence 4.3999.999 parts,
- à Monsieur Etienne VERNIER à concurrence d'1 part.

Article 8. - Augmentation. Réduction du capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision extraordinaire de la collectivité des associés, qui fixe les conditions de l'opération.

En cas d'augmentation de capital, les attributaires de parts nouvelles, s'ils n'ont déjà la qualité d'associé, devront être agréés dans les conditions fixées à l'article 11 ci-après.

Article 9. - Représentation des parts.

Les parts sociales ne peuvent pas être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé dans la société résultent seulement des présentes, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions régulièrement intervenues.

Article 10. - Droits attachés aux parts.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par justice à la demande du plus diligent.

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier. Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux décisions collectives.

Article 11. - Cession de parts entre vifs.

1. Forme. La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil.

2. Agrément.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Toutes autres cessions ne peuvent intervenir qu'avec l'agrément de tous les associés.

A l'effet d'obtenir l'agrément, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts doit notifier le projet de cession à la société et à chacun des coassociés par lettre recommandée AR, en indiquant les nom, prénom et adresse du cessionnaire proposé, le nombre de parts à céder et le prix offert.

Dans les quinze jours de la notification du projet à la société, la gérance doit provoquer la décision des associés sur la demande d'agrément. La décision des associés est notifiée par la gérance au cédant, dans les 15 jours par lettre recommandée AR.

En cas d'agrément, la cession doit être régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut, le cédant est réputé avoir renoncé à la cession.

En cas de refus d'agrément, les dispositions des articles 1862 et 1863 du Code civil s'appliquent.

Article 12. - Agrément du conjoint commun en biens.

Si le conjoint commun en biens d'un associé notifie son intention d'être associé postérieurement à un apport de biens communs fait par ledit associé à la société ou à une acquisition de parts faite par son époux avec des biens communs, il ne peut acquérir la qualité d'associé que s'il est agréé par tous les associés.

La décision des associés est notifiée au conjoint par lettre recommandée AR. L'agrément résulte soit de la notification de la décision des associés, soit du défaut de réponse dans le délai d'un mois à compter de la notification du conjoint. En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts.

Article 13. - Décès d'un associé.

La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé, mais se poursuit entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et, éventuellement, son conjoint survivant, lesquels ne sont pas soumis à agrément.

Ils doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.

L'exercice des droits attachés aux parts de l'associé décédé est subordonné à la production de cette justification sans préjudice du droit pour la gérance d'exiger, de tout notaire, la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Article 14. - Retrait.

Sans préjudice des droits des tiers, un associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société, après autorisation donnée par la collectivité des associés statuant comme en matière extraordinaire.

La décision collective devra être prise dans le délai de six mois, à compter de la demande de retrait, notifiée par lettre recommandée AR.

A moins qu'il ne soit fait application de l'article 1844-9, alinéa 3, du Code civil, l'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits sociaux fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Article 15. - Exclusion

NON APPLICABLE

Article 16. - Déconfiture, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaires.

En cas de déconfiture, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaires atteignant l'un des associés, et à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité de dissoudre la société, il est procédé, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, lequel perdra alors la qualité d'associé.

Article 17. - Responsabilité des associés.

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leur part dans le capital social à la date d'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la société.

Les actions contre les associés non liquidateurs ou leurs héritiers et ayants cause se prescrivent par cinq ans à compter de la publication de la dissolution de la société.

Article 18. - Gérance.

La société est gérée par une ou plusieurs personnes, associées ou non, désignées par une décision collective des associés, représentant plus de la moitié des parts sociales.

La gérance de la société est assurée par **Monsieur Etienne VERNIER**.

Le gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts.

Les fonctions de gérant ont une durée non limitée.

Elles cessent par son décès, sa déconfiture, sa faillite personnelle, son redressement ou sa liquidation judiciaires, sa révocation ou sa démission.

Le décès, la démission ou la révocation d'un gérant, associé ou non, n'entraînent ni la dissolution de la société, ni, en cas de démission ou de révocation d'un gérant associé, le droit pour celui-ci de se retirer de la société.

La rémunération du gérant est fixée par la décision qui le nomme. Le gérant a droit, en outre, au remboursement, sur justificatifs, de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 19. - Pouvoirs de la gérance.

1. Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la société par les actes entrant dans l'objet social.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité, conférer une délégation de pouvoirs pour une opération déterminée.

2. Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

Article 20. - Décisions collectives.

1. Sauf l'exclusion d'un associé, qui est décidée en assemblée, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, soit en assemblée, soit par consultation écrite. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.
2. Les décisions collectives sont prises à l'initiative de la gérance.

En outre, tout associé non gérant peut, à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

Sauf si la question posée porte sur le retard du gérant à remplir l'une de ses obligations, la demande est considérée comme satisfaite lorsque le gérant accepte que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine assemblée ou consultation écrite. Si le gérant s'oppose à la demande ou garde le silence, l'associé demandeur peut, à l'expiration du délai d'un mois à dater de sa demande, procéder lui-même à la convocation ou à la consultation.

3. L'assemblée est réunie au lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours au moins à l'avance, par lettre recommandée ; elle indique clairement l'ordre du jour.

Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tout document nécessaire à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais, par lettre recommandée.

4. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux, par lettre recommandée AR. Chaque associé dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de ces documents pour émettre son vote, sur chaque résolution, par « oui » ou par « non ». La réponse est adressée par lettre recommandée. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

5. L'assemblée est présidée par le gérant ou le gérant le plus âgé ou par l'auteur de la convocation. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux associés, acceptants, représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, le plus grand nombre de parts. Leur désignation n'est, cependant, pas obligatoire. L'assemblée peut désigner comme secrétaire la personne de son choix.

Il est établi une feuille de présence mentionnant les nom, prénom et adresse des associés présents ou représentés, le nombre de parts dont ils disposent, et l'identité des mandataires. Cette feuille de présence est signée par les associés présents en entrant et certifiée exacte par les membres du bureau ou, à défaut, par le président de séance, y sont annexés les pouvoirs des associés représentés. Elle est conservée au siège social.

6. Tout associé, y compris le titulaire de parts d'industrie, a le droit de participer aux assemblées.

Le droit de vote doit, dans tous les cas, être exercé personnellement.

7. Lorsqu'elles ne résultent pas d'un acte signé de tous les associés ou de leurs mandataires, les décisions collectives sont constatées par des procès-verbaux tenus et conservés selon les modalités prévues aux articles 44 et suivants du décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

Article 21. - Décisions collectives ordinaires.

Sont qualifiées d'ordinaires toutes les décisions autres que celles concernant le retrait ou l'exclusion d'un associé, l'agrément de nouveaux associés, ou la modification des statuts .

Ces décisions, pour être valables, doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas atteinte, et sauf s'il s'agit de délibérer sur la nomination ou la révocation du gérant, les décisions sont, sur deuxième convocation, prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Article 22. - Décisions collectives extraordinaires.

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions portant sur le retrait ou l'exclusion d'un associé, l'agrément de nouveaux associés ou la modification des statuts. Ces décisions, pour être valables, doivent être adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Toutefois, le changement de nationalité, l'augmentation de l'engagement des associés ne peuvent être décidés qu'à l'unanimité de tous les associés.

Article 23. - Exercice social.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 24. - Comptes. Droit de communication des associés.

A la clôture de chaque exercice, il est dressé par les soins de la gérance un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la société, un bilan, un compte de résultat ainsi qu'une annexe comportant toutes les informations complémentaires nécessaires à l'obtention d'une image fidèle de la société.

Au moins une fois par an, le gérant rend compte de sa gestion aux associés et leur présente un rapport écrit sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

Ce rapport ainsi que, le cas échéant, les rapports de l'organe de surveillance ou des commissaires aux comptes, le texte des résolutions proposées et tous autres documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun d'eux par lettre simple, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, ou joints à la lettre de consultation.

Ces mêmes documents sont, pendant ce délai, tenus à la disposition des associés au siège social, où ils peuvent en prendre connaissance ou copie.

Les comptes sont soumis à l'approbation des associés, en assemblée ou par consultation écrite (*ou* : en assemblée), dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Article 25. - Affectation des résultats.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés déterminent la part attribuée à titre de dividende.

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à la quotité du capital qu'il détient.

Les associés peuvent décider la création de tous postes de réserves, dont ils déterminent l'emploi.

Article 26. - Comptes courants.

Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Le montant maximum desdites sommes, les conditions de leur retrait et de leur rémunération sont fixées par décision collective des associés.

Article 27. - Liquidation.

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La liquidation est effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, nommé et révoqué par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales ou, à défaut, par décision de justice. L'acte de nomination définit ses pouvoirs et sa rémunération.

Après paiement des dettes et remboursement du capital social, le partage de l'actif est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation aux bénéfices. Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, s'appliquent.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport, cette faculté s'exerçant avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Les pertes, s'il y a lieu, sont réparties entre les associés dans les mêmes proportions que le boni.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 28. - Contestations.

Toutes contestations qui pourraient surgir, relativement aux affaires sociales, pendant la durée de la société ou de sa liquidation, entre les associés ou entre les associés et la société, sont soumises au tribunal de grande instance de PARIS.